



REPUBLIQUE FRANCAISE  
Commune de La Verrière

ARRETE TEMPORAIRE N° ..... 2022 / 143 .....  
PORTANT REGLEMENTATION DE CIRCULATION POUR LES TRAVAUX  
SUR LES VOIES ET DÉPENDANCES DE LA COMMUNE

Monsieur le Maire de La Verrière,

**Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée ;  
**Vu** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;  
**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2 à L. 2212-5, L 2213-1 à L 2213-4 ;  
**Vu** le code de la route et notamment ses articles L. 411-1, R. 110-1 et suivants, R. 411-5, R. 411-8, et R. 411-25 à R 411-28, R. 417-10 et suivants ;  
**Vu** le Code Pénal et notamment son article R. 610-5 ;  
**Vu** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière quatrième.  
**Vu** l'avis favorable de l'Établissement Public Interdépartemental 78/92 en date du 1<sup>er</sup> août 2022 représenté par Monsieur ROBER David,  
**Considérant** la demande en date du 25 juillet 2022 de l'Établissement Public Interdépartemental 78/92 sise 32 rue Trachon 92000 Nanterre demande l'autorisation de faire effectuer des travaux de réalisation de carottages de chaussée, dans le cadre d'un marché, par la Société ATEMAC située au 84 avenue de la Prospective 18000 Bourges **sur la voie départementale D13 – Avenue de Montfort à La Verrière (78320) ;**  
**Considérant** que les travaux de voirie sur le domaine public (voies communales et ses dépendances) nécessitent certaines restrictions temporaires de circulation aux abords et aux droits des chantiers, (alternats, interdiction de circuler, de doubler, de stationner, réduction ou suppression d'une voie avec mise en place de déviations et passages piétons provisoires).

ARRETE

**Article 1 :** Pendant la période du **03 août 2022 au 31 août 2022**, la Société ATEMAC interviendra sur une durée **d'1 jour** pour effectuer les travaux de réalisation de carottages de chaussée **D13 (PR11+500 à PR12+000)**. Aussi, la circulation des véhicules pourra être modifiée **D13 – Avenue de Montfort 78320 à La Verrière durant le seul jour d'intervention.**

**Article 2 :** dans la zone des travaux, les restrictions suivantes pourront être imposées :

- **Deux sens de circulation,**
- **Circulation alternée signalée manuellement, hommes-traffic,**
- **Restriction de chaussée : empiètement sur chaussée avec une largeur de voie maintenue à 2 mètres,**
- **Interdiction de dépasser aux véhicules légers et poids lourds,**
- **Vitesse limitée à 50 km/heure,**
- **Interdiction de doubler au droit du chantier,**
- **Interdiction de stationner au droit du chantier,**
- **Dévoisement du cheminement piéton.**

.../...

**Article 3** : Le pétitionnaire exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire, de jour et de nuit, du chantier sur le domaine public. Il sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. La signalisation devra être conforme aux dispositions en vigueur et actuellement sont édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, Livre 1-8eme partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

**Article 4** : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus. Le pétitionnaire s'engage à afficher le présent arrêté sur les lieux des travaux.

**Article 5** : Toute contravention au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux lois. L'interdiction de stationner au droit du chantier sera considérée comme gênante selon les termes de l'Article R. 417-10 du Code de la Route et les véhicules en infraction pourront faire l'objet d'un enlèvement immédiat et les contrevenants poursuivis par les tribunaux compétents.

**Article 6** : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

**Article 8 :**

- Monsieur le Maire,
- Madame la Directrice Générale des Services,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques,
- Madame le Commissaire de Police d'Elancourt,
- Monsieur le Chef de Police Municipale,
- Tous les agents habilités de la force Publique ;

Sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Pour Le Maire et par délégation,  
Adjointe déléguée.  
Edwige ROUSSEAU.

À La Verrière,

Le : ..... 02 août 2022 .....

Conformément à l'article L. 2131-1 du CGCT,  
le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte,  
qui a été notifié et/ou publié le : .....